

# Renoncer au superflu et à une partie de l'essentiel

SAMEDI 13 SEPTEMBRE 2014

Mohamed Musadak [1] [Suivez ses écrits](#) [2]

[> 1 commentaires](#)

AIDE SOCIALE • Entrée en vigueur il y a une dizaine de jours, la baisse de l'aide sociale empêche des bénéficiaires de s'offrir des biens de base. Témoignages.

Les options de publication

Non

Journaliste:

Mohamed Musadak

Depuis le 1er septembre, les bénéficiaires de l'aide sociale ont vu leur rente amputée de 150 francs, soit environ 15% de leur revenu. La mesure est censée économiser 9 millions de francs à l'Etat. Derrière les chiffres se trouvent des femmes et des hommes qui doivent vivre avec le strict minimum. Pour en parler, trois membres de l'Association de lutte contre les injustices et la précarité (ALCIP), tous bénéficiaires de l'aide sociale, ont accepté de rencontrer Le Courrier. Déchirés entre l'envie de dénoncer et la pudeur de dévoiler une intimité douloureuse, un seul d'entre eux a accepté de témoigner à visage découvert.

## Accidents de la vie

«La descente va très vite», soupire Patrick, 48 ans, en roulant machinalement sa cigarette. L'Hospice général, cet ancien électricien n'y avait jamais pensé avant qu'un accident ne lui fasse perdre un œil. «J'ai refusé l'Al, mais ma reconversion professionnelle en mécanicien de précision à l'Ifage (fondation pour la formation des adultes) n'est pas reconnue dans les métiers de l'horlogerie. Pour un apprenti de presque 50 ans, trouver du boulot est déjà difficile, mais si en plus on a des dettes, c'est impossible», résume-t-il, de la révolte dans la voix. Maïsa, 44 ans et mère de trois enfants, n'arrive pas non plus à retrouver un emploi. «J'ai été licenciée de l'EMS où je travaillais à 60% après un burnout. A côté, j'étudiais pour mon CFC, que j'ai obtenu dieu merci. Mais lorsque j'ai demandé à mon assistante sociale de diminuer mon temps de travail, elle m'a mis la pression pour m'en empêcher parce que l'Hospice général complétait mes revenus. Au final, personne n'y a gagné», regrette-t-elle. Pour Bernard, qui se présente volontiers comme le militant du groupe, c'est une faillite qui l'a conduit à frapper à la porte de l'Hospice général. «J'étais un bon naturopathe, mais un piètre chef d'entreprise», s'amuse-t-il. Pas question pour ce Franco-suisse de 55 ans de céder à la culpabilité; sa rente, il sait qu'il y a droit.

## Renoncer à des biens de base

Présentations effectuées, la discussion dévie rapidement sur l'angoisse du moment. Le versement de l'Hospice, pas encore arrivé pour certains, est sur toutes les lèvres. Concrètement, comment faire avec 150 francs de moins? «J'arrêteraient bien la viande mais je suis déjà végétarien», plaisante Bernard, décidément d'humeur taquine. Plus sérieuse, Maïsa se demande vraiment où elle pourrait encore couper. Son mari étant aussi à l'aide sociale, c'est une perte de 300 francs qu'il faudra compenser. «J'ai des ados à la maison, ils veulent faire comme leurs copains et ne comprennent pas toujours quand je leur dis non. Parfois, je mets une facture 'en attente' pour pouvoir leur faire plaisir.» Mais cette stratégie a ses limites: pour faire tourner son ménage, Maïsa avait déjà dû sacrifier l'abonnement des Transports publics genevois pour elle et son mari. Avec la nouvelle baisse, elle va y renoncer pour ses enfants également, en espérant qu'ils ne «se fassent pas attraper». «J'arrête aussi temporairement mon abonnement internet, le temps de voir le bout du tunnel.» Les fameuses «factures en attente» sans doute...

Patrick aussi se résignera à ne plus être connecté mais c'est son loyer qui lui fait le plus souci. «Avec le prix des loyers genevois, on est vite au-dessus des montants prévus par l'aide sociale pour les payer (ndlr, il n'ont pas été indexés depuis 2001). Chaque mois, je dois utiliser 200 francs de l'entretien de base pour mon loyer. Je ne sais pas comment je vais faire maintenant.»

«Jusqu'à présent, j'avais un petit budget pour la vie culturelle, environ 60 francs par mois. Bien entendu, je vais faire une croix dessus, ce qui impactera beaucoup ma vie sociale. J'irais faire mes courses en France aussi, alors que j'ai toujours mis un point d'honneur à soutenir les commerces locaux. Je suis très économe, en dehors de ça, je ne vois vraiment pas où je pourrais trancher», explique pour sa part Bernard qui a perdu un peu de sa bonne humeur.

## S'en sortir à tout prix

Animés d'une féroce envie de «faire entendre ceux qu'on n'écoute jamais», les trois témoins enchainent les anecdotes jusqu'à saturation. Avant de partir, je leur demande encore ce qu'ils attendent de l'avenir. Patrick explique qu'il en a «marre de perdre son énergie à survivre, à trouver le bon petit plan pour économiser quatre sous. Je veux garder mes forces pour m'en sortir, trouver du travail». Maïsa abonde dans son sens. Elle garde espoir et a un poste d'assistante gouvernante en vue. Elle croise les doigts. Quant à Bernard, sans surprise, il met tous ses espoirs dans le militantisme. Trésorier bénévole du B.I.E.N (Basic income earth network), son projet politique du moment est l'initiative pour un revenu de base inconditionnel. Il y croit dur comme fer. I

[Genève\(9525\)](#) [3][Aide sociale\(18\)](#) [4][Précarité\(23\)](#) [5][Mohamed musadak\(45\)](#) [6]